

Aide aux victimes : des professionnels de santé et de la recherche réclament plus de moyens

vendredi 16 juin 2017, par [Thémis](#)

Ces spécialistes, impliqués dans la reconnaissance des victimes et de toutes les personnes touchées par les attentats terroristes, adressent une tribune au gouvernement.

Des professionnels du monde médical, de la recherche ainsi que des associations de victimes ont réclamé vendredi les "*moyens financiers et humains nécessaires*" pour l'aide aux victimes d'attentats, en particulier les enfants, après l'annonce de la dissolution d'une structure dévolue à cette mission. Dans une tribune adressée au gouvernement, ces "*cliniciens, hospitaliers, universitaires, chercheurs, impliqués dans la reconnaissance des victimes et de toutes les personnes touchées par les attentats terroristes*", lancent "*une alerte*".

Des moyens insuffisants pour anticiper "*les conséquences des prochaines attaques*". "*Nous demandons des moyens en proportion des enjeux considérables auxquels nous sommes confrontés*", écrivent-ils, réclamant de l'État "*les moyens financiers et humains nécessaires*". "*En 15 ans, deux secrétariats d'État dédiés aux victimes ont été créés sans attribution de moyens et sans pérennisation permettant un réelle politique de santé psychologique pour les victimes d'attentats*", disent-ils. "*Nous demandons un dispositif actif et dédié spécifiquement (...) au soin, ainsi qu'à la formation des professionnels et à la recherche*", poursuivent les signataires de la tribune. Ils estiment les moyens insuffisants "*pour anticiper les conséquences de prochaines attaques*".

La création d'un guichet unique ? Les signataires, dont une trentaine de professionnels de santé et de la recherche comme le neuropsychiatre Boris Cyrulnik et le directeur de recherche au CNRS Denis Peschanski, réclament "*une vraie politique de santé en faveur des victimes coordonnée avec les autres besoins (justice, social, logement, finances, recherche)*", et en particulier pour les enfants. Le ministère de la Justice a annoncé qu'il allait fusionner les deux services qui se consacraient à la politique d'aide aux victimes jusqu'ici, pour offrir un "*guichet unique*". Cette fusion entraîne la dissolution du Secrétariat général de l'aide aux victimes, structure créée en février pour améliorer la prise en charge dans un contexte de menace terroriste. Les associations de victimes Fenvac, Life for Paris, "13 novembre 2015, Fraternité et Vérité", "13 onze 15" ainsi que Promenade des anges ont également signé la tribune.

Source : europe1.fr

Auteur : avec AFP

Date : 16 juin 2017

P.-S.

Source : europe1.fr

Auteur : avec AFP

Date : 16 juin 2017
